



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS

Site : <http://www.sitecommunistes.org>

Hebdo : hebdo@sitecommunistes.org

Courriel : communistes@sitecommunistes.org

<https://x.com/PRCommunistes>

16/04/2026

Résumé des questions économiques et sociales: semaine n° 275 du 16 avril 2026

Édito

Il y a 140 ans, en 1886 les ouvriers de Chicago sont en grève générale très largement suivie et la manifestation sera violemment réprimée, faisant parmi les grévistes trois morts. Le 1^{er} mai 1891, à Fourmies dans le Nord de la France, l'armée tire à bout portant sur la foule pacifique des ouvriers, femmes et enfants. Dix morts dont 8 de moins de 21 ans. Le 1^{er} mai s'enracine dans la tradition de lutte de classe des ouvriers : **sur 195 pays, 163 célèbrent les travailleurs le 1^{er} mai**. Ce jour est celui des revendications sociales et pour la solidarité internationaliste dans le monde. Le 1^{er} mai est le symbole de ces combats et de grandes conquêtes imposées par la lutte des travailleurs. Faire oublier ce combat de classe en France, en détourner sa signification est idéologique. Certains partis et gouvernements, en particulier sous Pétain et le fascisme parlent de « fête du Travail ». Macron depuis sa élection tente de reprendre ce terme pétainiste : « *Le 1^{er} mai est la fête de toutes celles et ceux qui aiment le travail le chérissent parce qu'ils produisent parce qu'ils forment* ». Les attaques du patronat pour travailler ce jour là reviennent en force chaque année. Les députés Renaissance, droite et extrême droite ont tenté et préparé un texte espérant avancer rapidement et appliquer le texte dès le 1^{er} mai 2026. Cette semaine encore ce résumé éco social n°275 témoigne de cette offensive généralisée du gouvernement contre les travailleurs, les services publics, la jeunesse.... Les directions syndicales doivent préparer la lutte à la hauteur des attaques en cours et à venir. Il est impératif de rompre avec ces logiques de collaboration de classe et imposer un plan de bataille à la hauteur des enjeux et des offensives anti-sociales. **De l'argent pour les salaires, l'éducation et la santé, pas un sou pour la guerre, pas une vie pour la guerre**. En construisant 'une riposte face aux tendances à la guerre

Ce 1^{er} mai 2026 doit être une étape dans cette mobilisation.

[Imprimer le résumé](#)

Sommaire :

Luttes

- *Les syndicats de la Loire défendent le 1^{er} mai férié : "Travailler le 1^{er} mai, c'est s'attaquer à un symbole
- *Contre le travail le 1^{er} mai dans l'Yonne
- *Contre la proposition de loi Yadan occupation des campus parisiens :
- *Unité-CGT Bulletin national des entreprises n°16
- *Lutte contre les fraudes fiscales et sociales
- *Pétition exigeant le remplacement des enseignants absents à Reine Astrid
- *Les salarié·es de l'association d'aides à domicile et d'aides soignantes BCS Bien chez soi sont en grève
- *Une grève et des perturbations sur le réseau Twisto de l'agglomération de Caen
- *Grève pour les salaires chez Fenwick-Linde
- *Lutte des salariés du CH Privé de Brest
- *Hôpital de Roubaix mobilisé contre la réorganisation de ses services de soin
- *Augmentation de leurs salaires les salariés de l'EHPAD les Feuillants à Poitiers (Charente) en grève :
- *Éducation nationale : Mobilisation dans la Manche
- *La CGT Retraités manifeste à Marseille
- *Carburants : l'ensemble des ports de Corse bloqués par les pêcheurs

- *Les ambulanciers en grève pour de meilleures conditions de travail
- *A Lille, une centaine d'ambulanciers se sont mobilisés parce qu'ils ne sont plus assez payés :
- *Contre la hausse du prix des carburants et l'inflation rassemblement à Sainte-Mère-Église de l'agroalimentaire (Manche)
- *Nouveau rassemblement des salariés de Durisotti et Klégé à Bapaume
- *Le groupe Centre France annonce un nouveau plan social avec 152 départs
- *A « La Tribune », les journalistes votent en faveur d'une reprise de la grève
- *Remorquage, la CGT dépose un préavis de grève le 5 mai
- *Salariés en grève et sites Leadec bloqués
- *Les Commingeois inquiets pour l'avenir de Fibre Excellence à Saint-Gaudens
- *Lidl France annonce vouloir supprimer jusqu'à 550 postes.
- *Groupe SEB : position des UD CGT en Rhône Alpes
- *Polytechnyl à Valence : "on se sent en colère", les salariés risquent de perdre leur travail

Dossier Economique

- *54^e congrès de la CGT Adresse du Parti Révolutionnaire Communistes aux militants syndicaux de la CGT
- *La fédération nationale des industries chimiques CGT décortique les bénéfices de Totalenergies :
- *UD 86 : Mépris de la ministre de la Santé s'attaquant à la santé des travailleurs et des travailleuses
- *Bruit, polluants : les travailleurs du BTP bien plus exposés à des risques
- *Le Havre Société Towt, en liquidation judiciaire
- *Renault annonce des suppressions de poste dans l'ingénierie
- *La justice déboute la CGT contestant le plan social d'ArcelorMittal et ses 608 postes supprimés en France
- *Bretagne à Caudan PROMESSES NON TENUESopier le lien
- *8 avril 1946 : Nationalisation de l'électricité et du gaz
- *Secteur associatif, la grande saignée : 12 305 emplois disparus en un an :
- *Fonction publique : les syndicats claquent la porte du premier groupe de travail sur les rémunérations
- *Justice l'accès gratuit c'est fini : Un droit de timbre de 50 €

Solidarité Internationaliste

- *Ciné film et débat du 11 avril à l'initiative du parti: L'AFFAIRE ABDALLAH:
- *TotalEnergie : Un pari gagnant de plus d'un milliard de dollars sur le pétrole
- *Banques centrales
- *Le Parti communiste Libanais: Beyrouth, le 12 avril 2026 « Pas de paix avec une entité d'apartheid »
- *Elections Hongrie : Viktor Orbán ou Peéter Magyar deux nuances de l'extrême droite,

Luttes

Les syndicats de la Loire défendent le 1^{er} mai férié : "Travailler le 1^{er} mai, c'est s'attaquer à un symbole

Manifestation devant la préfecture du Puy-de-Dôme contre le projet de loi permettant aux salariés de certains secteurs de travailler le 1^{er} mai. Et bien au-delà du travail le 1er mai, les syndicats dénonçaient aussi une mesure visant à restreindre peu à peu la possibilité de défiler comme de coutume le 1^{er} mai.

« C'est une attaque sans précédent, mais le gouvernement ose tout depuis quelque temps » déclare le secrétaire général CGT du Puy-de-Dôme : « Si ce projet de loi passe, il y a l'idée qu'il n'y ait plus de rassemblement le 1^{er} mai. Au-delà du fait d'attaquer un symbole, c'est aussi de faire en sorte qu'il y ait une journée de moins de mobilisation ». Cette mobilisation est une étape avant une grande mobilisation le 1^{er} mai prochain.

Contre le travail le 1^{er} mai dans l'Yonne

Une délégation de la CGT de l'Yonne, s'est rendue devant l'Assemblée nationale, alors que les députés s'apprêtaient à débattre du texte autorisant certains salariés à travailler le 1^{er} mai. Une motion de rejet du groupe Ensemble a été adoptée avec l'aide des voix de la droite et du RN, le texte de loi a donc été renvoyé en commission mixte paritaire afin que la loi s'applique dès ce premier mai. De l'avis des manifestants, **c'est un symbole qui est attaqué/ "aujourd'hui les commerçants peuvent ouvrir leur boutique le 1^{er} mai, sauf qu'ils n'ont pas le droit de faire travailler leurs salariés, c'est quand même un jour international, la journée de droit de lutte des travailleurs. C'est fêté dans 163 pays et ça a été mis en place à l'initiative de la France."**

Contre la proposition de loi Yadan occupation des campus parisiens :



Les étudiants occupent les campus parisiens de Sorbonne Université, Sciences Po et CentraleSupélec afin de contester la proposition de loi Yadan : « *lutter contre les formes renouvelées de l'antisémitisme* ». Les manifestants ont posé des tentes et des banderoles dans les universités et réclament le retrait du texte porté par la députée Caroline Yadan.

Des propos inadmissibles de la part de Sciences Po Paris confirmant qu'un « *mouvement* » était en cours. « *Nous ne céderons jamais face aux intimidations de groupes militants radicaux qui souhaitent s'approprier une institution dont l'objet est la formation, la recherche et – par définition – le respect d'autrui* », a réagi Sciences Po Paris. « *Des actions seront rapidement prises pour rendre Sciences Po à sa vocation : l'étude et la recherche libres.* ». La proposition de loi pour « *lutter contre les formes renouvelées de l'antisémitisme* » dépasse les 700 000 signatures. La proposition de loi Yadan "est une loi qui en sous-texte vise toute forme de soutien au peuple palestinien et toute critique de l'État d'Israël", estime une étudiante de la Sorbonne.

Ces manifestations visant à dénoncer la poursuite de l'entreprise coloniale israélienne en Palestine et au Liban, ont été violemment réprimées par les directions d'université, n'hésitant pas à faire entrer la police dans les deux établissements.

Unité-CGT Bulletin national des entreprises n°16

BLOQUER LES PRIX

° + 400 EUROS POUR TOUS ET TOUTES

° EXPROPRIER LES CAPITALISTES

La guerre impérialiste et sioniste contre l'Iran provoque et entretient une crise énergétique majeure, largement alimentée par les spéculateurs capitalistes, et qui va se répercuter sur l'ensemble de l'économie.

La crise ne fait ainsi que commencer... <https://unitecgt.fr/bne-speculation-n16/>

Lutte contre les fraudes fiscales et sociales

Une loi ciblant les pauvres et épargne les puissants : la Confédération Nationale du Logement (CNL) dénonce avec force l'adoption par l'Assemblée nationale, le 7 avril, d'une loi de lutte contre les fraudes fiscales et sociales organisant une mise sous surveillance généralisée de la population, dont les plus précaires. Car les chiffres sont connus : la fraude fiscale représente près de 80 milliards d'euros chaque année, alors que la fraude sociale est estimée à 13 milliards. Pourtant, ce sont les allocataires, les demandeurs d'emploi, les personnes malades sont dans le viseur du gouvernement ! Cette loi instaure des mécanismes d'une brutalité inédite : suspension des droits sur simple soupçon, sans décision de justice ; contrôle accru des comptes bancaires ; remise en cause des arrêts maladie. Autant de mesures installant une présomption de culpabilité permanente à l'égard des plus fragiles au mépris des droits de la personne. La CNL s'inquiète de cette nouvelle dérive politique de pénalisation de la pauvreté déjà à l'œuvre. Ainsi dans le domaine du logement, la loi Kasbarian-Bergé a marqué une étape grave en assimilant les locataires en difficulté de paiement à des squatteurs, brouillant délibérément la frontière entre précarité sociale et délinquance. Le projet de loi « Ripost » (Réponses immédiates aux phénomènes troublant l'ordre public, la sécurité et la tranquillité de nos citoyens) entend la durcir en accélérant les évacuations de lieux. Face à ce rouleau compresseur des droits, la CNL demande des mesures concrètes de soutien aux ménages. Elle exhorte le gouvernement à retirer le projet de loi relatif à la création d'une Allocation de solidarité unifiée (ASU). Elle demande la hausse des APL largement ponctionnées depuis 2017 et la fin de la RLS qui a contribué à leur baisse. La priorité doit être donnée au pouvoir d'achat des ménages. Elle est favorable au gel des loyers et des charges. La CNL reste aux côtés des ménages pour défendre et garantir leurs droits et construire un droit au logement effectif.

Pétition exigeant le remplacement des enseignants absents à Reine Astrid

Une pénurie d'enseignants dans l'école maternelle Reine Astrid. Depuis plusieurs semaines, les classes de moyenne et grande section subissent des absences non remplacées. Cela oblige l'école à répartir quotidiennement environ 50 élèves dans les autres classes.

*Surcharge des classes: environ 10 élèves supplémentaires par classe.

*Baisse de la qualité éducative : les enseignants ne peuvent plus accorder d'attention individuelle aux enfants.

*Risques accrus : L'épanouissement, l'apprentissage et la sécurité des élèves sont compromis par ces conditions d'accueil précaires. Les parents d'élèves exigent: le remplacement immédiat et durable des professeurs absents. Une meilleure gestion structurelle des absences à l'avenir. Signez cette pétition afin soutenir notre démarche et garantir un environnement éducatif digne de ce nom à nos enfants : <https://c.org/nt9cjYM5jp>

Les salariées de l'association d'aides à domicile et d'aides soignantes BCS Bien chez soi sont en grève depuis le jeudi 2 avril.

Elles dénoncent des conditions de travail dégradées et une rémunération trop basse. Elles sont accompagnées par une intersyndicale CGT-CFDT-FO, ce rassemblement a eu lieu le lundi 13 avril, devant l'ARS à Saint-Denis.

Une grève et des perturbations sur le réseau Twisto de l'agglomération de Caen

Quatorze lignes du réseau Twisto non desservies en raison d'une grève chez un sous-traitant de la RATP Dev, le nouvel exploitant des transports en commun de l'agglomération de Caen. Le mouvement porte sur les salaires et les primes. Les 108 conducteurs des autocars Delcourt ont cessé le travail. Le délégué syndical de l'entreprise sous-traitante déclare : *“Quand la RATP Dev a obtenu le marché, nous avons été transférés de Keolis Pays normand et les rémunérations à l'année des conducteurs ont baissé”* : forte réduction de la prime de nuit, suppression d'une prime en cas de changements de planning moins de 72 heures avant le jour concerné. Les directions de la RATP Dev ne souhaitent pas communiquer sur un conflit social concernant un sous-traitant ! RATP Dev, a été choisie par la région Normandie pour exploiter les lignes de train au départ de Caen !

Grève pour les salaires chez Fenwick-Linde

Alors que la négociation annuelle obligatoire touche à sa fin chez Fenwick-Linde, à Cenon-sur-Vienne (Kion Group), les syndicats ont décidé de mettre un coup de pression. Les syndicats dénoncent les dernières propositions de la direction sur les salaires : 0,9 % en augmentation générale et à 0,5 % concernant les augmentations individuelles.

Lutte des salariés du CH Privé de Brest

Les salariés de la clinique de Keraudren sont en grève depuis le 19 Mars. La CGT soutenue par la CFDT et des ex-gilets jaunes, mène ce mouvement engageant les salariés à maintenir collectivement un piquet de grève. Les salariés prennent sur leurs congés ou jours de repos et une cagnotte permet de les soutenir ainsi le mouvement peut continuer.

Ils dénoncent une gestion purement financière de leur direction multipliant les réorganisations de services, modifiant les plannings, fermant des lits et mettent des équipes en sous-effectifs. Depuis le rachat par le groupe Elsan en 2015, les conditions de travail se sont détériorées entraînant un impact sur la qualité des soins, la sécurité des soins et des salariés et des patients.

La direction explique cette gestion et réorganisation par une baisse d'activité de certains services comme la maternité et assure de ne pas licencier mais en retour elle ne remplace pas les départs du personnel à la retraite!

La situation ne risque pas de s'améliorer au vu des échanges et des réponses aux revendications des salariés.

Hôpital de Roubaix mobilisé contre la réorganisation de ses services de soin

A Roubaix, en banlieue de Lille, l'hôpital de Roubaix : le personnel regroupant des infirmiers, aide-soignants et brancardiers ont protesté à l'appel de la CGT contre la réorganisation des services, la suppression d'un jour férié en jour de « solidarité » et la création d'un nouveau service d'urgence sans un financement assuré de l'ARS : *« Seule l'unité des travailleurs peut contrer ces attaques d'une direction qui exploite et malmène ses salariés sans aucun scrupule »*.

Augmentation de leurs salaires les salariés de l'EHPAD les Feuillants à Poitiers (Charente) en grève :

Poitier. Les salariés de l'Ehpad les Feuillants sont en grève depuis plusieurs semaines. Soutenus par la CGT ils réclament une hausse de 1,50 % de leur taux horaire (soit une augmentation de 225 euros brut par mois). La direction, arguant de problèmes financiers (alors que l'établissement est toujours complet et que le groupe Vivalto possède l'EHPAD semble en pleine extension), refuse pour le moment toute négociation. Il est le 3^{ème} groupe de cliniques et d'hôpitaux privés en France regroupant 50 établissements de santé et s'appuie sur plus de 10 000 salariés et 3 000 praticiens pour un chiffre d'affaires supérieur au milliard d'euros.

Éducation nationale : Mobilisation dans la Manche

L'intersyndicale de l'Éducation nationale dans la Manche a appelé à une nouvelle journée de mobilisation le vendredi 10 avril 2026, contre les fermetures de classes annoncées pour septembre 2026. La direction académique des services de l'Éducation nationale annonce 51 fermetures de classes. Forte mobilisation à Courcy, Saussey, Agon-Coutainville, à Saint-Lô à l'école Brulé : *« Ces fermetures ne prennent pas en compte les vagues*

d'embauches à venir » dans la Manche, d'après l'association des parents d'élèves. A Equeurdreville, dans l'école Jean-Macé, se trouvera pourtant davantage d'enfants à la rentrée prochaine. « On va passer de 113 à 120 élèves et dans toutes les configurations, il y aura toujours une classe surchargée ou en triple niveau ».

La CGT Retraités manifeste à Marseille

La CGT retraités de Marseille a manifesté: revalorisation des pensions de retraites, une augmentation du pouvoir d'achat et une meilleure prise en charge pour les soins. Les mutuelles sont en effet peu utilisées par certains retraités pauvres ne se soignant pas comme ils devraient, dénonce les représentants de la CGT retraités.

Carburants : l'ensemble des ports de Corse bloqués par les pêcheurs

Une discussion urgente est prévue ce jeudi avec le préfet, les pêcheurs, les bateliers Corses et les distributeurs de carburants afin de lever le blocus maritime qui a lieu sur l'île. L'activité du secteur est mise en danger par la différence de prix du carburant entre le continent et l'île mettant en danger les professionnels du secteur maritime. En conséquence, les navires sont immobilisés avec leurs passagers ou déroutés vers d'autres ports.

Les ambulanciers en grève pour de meilleures conditions de travail

Les ambulanciers se sont mobilisés à Angoulême pour alerter sur les difficultés de leur profession, comme dans de nombreuses villes de France. Ils demandent une meilleure rémunération de leurs actes alors que les défaillances d'entreprises se multiplient.

A Lille, une centaine d'ambulanciers se sont mobilisés parce qu'ils ne sont plus assez payés :

Comme presque partout en France, les ambulanciers du Nord se sont mobilisés pour demander de meilleures conditions de travail. Ils en ont profité afin de demander une revalorisation de leurs rémunérations devant le siège de l'Agence régionale de santé à Lille. *"On est à bout de force en fait, on arrive plus à joindre les deux bouts financièrement"*, explique Sébastien Cachera, délégué syndical régional pour la Chambre nationale des services d'ambulances (la CNSA).

Contre la hausse du prix des carburants et l'inflation rassemblement à Sainte-Mère-Église de l'agroalimentaire (Manche)

Un rassemblement contre la hausse du prix des carburants et l'inflation s'est tenu à Sainte-Mère-Église. Initié par le syndicat CFDT-SGA de l'agroalimentaire de la Manche, l'objectif de cet événement était de sensibiliser le public à la baisse du pouvoir d'achat : *"On est à peu près à 300 euros de dépenses supplémentaires en carburant par mois, déplore-t-il. La particularité du territoire. "On est dans une région rurale. Les salariés n'habitent pas au pied de l'usine. On fait tous entre 50 et 60 kilomètres par jour pour se rendre au travail"*. Il n'existe pas de solution alternative pour les personnes habitant en milieu rural. *C'est notre premier mouvement, après on fera sûrement des opérations coup de poing qui touchent le gouvernement."* Il appelle les autres syndicats à organiser eux aussi des rassemblements dans la Manche.

Nouveau rassemblement des salariés de Durisotti et Klégé à Bapaume

Depuis presque deux mois, les 168 salariés de Durisotti à Sallaumines et les 70 employés de Klégé à Bapaume sont en chômage partiel 2 jours par semaine. Durisotti est spécialisé dans la transformation de véhicules utilitaires pour les entreprises et les forces de l'ordre. Klégé à Bapaume est fabricant de cabines réfrigérées pour le secteur automobile, installé à Bapaume depuis 126 ans ! Les deux sociétés ont été reprises par le groupe GTE Automotive . Ses dirigeants promettaient à l'époque de faire progresser le groupe pour passer de 450 à 2000 salariés à l'horizon 2028. Un an et demi après, on est bien loin de ces promesses. Une nouvelle fois les salariés des deux sites se sont rassemblés avec banderoles et prises de parole à Bapaume devant Klégé.

GTE Automotive a obtenu des prêts des collectivités afin de financer son centre de décarbonation à Sallaumines: 4 millions de l'Etat, 600 000 de la CALL (communauté d'agglomération de Lens Liévin) et 1, 5 million de la région Hauts de France. Les salariés demandent où est passé cet argent.

Le groupe Centre France annonce un nouveau plan social avec 152 départs

Le plan présenté représente un peu plus de 10% des salariés. 152 postes devraient être supprimés d'ici la fin de l'année, pas uniquement de journalistes, Depuis un an, les départs n'étaient plus remplacés, même par un CDD. Le groupe a perdu 4 millions d'euros l'année dernière et les ventes du journal papier baissent régulièrement. ce plan social concernait notamment Le Populaire, La Montagne, Centre France Evènement ou encore L'Eveil. Pour La Montagne, cela devrait être 65 postes en moins. Des réductions importantes d'effectif sont prévues dans l'Allier. Quatre postes devraient être supprimés à l'agence de Montluçon (deux journalistes, un photographe et une secrétaire), deux à Moulins (un journaliste et un photographe). Autre suppression, ce qu'il restait de La Gazette de Thiers va disparaître. Au siège, le service des sports devrait passer de 13 à 10 journalistes. L'intersyndicale rappelle que c'est le sixième plan de suppression d'emploi dans le groupe en dix ans. Le SNJ, le

SNJ-CGT et FO dénoncent "cette spirale du déclin qui, plan après plan, tire vers le bas les rédactions et l'ensemble des services... c'est notre mission d'assurer l'information de proximité - donc la vitalité de la démocratie locale - qui est gravement remise en cause par de telles mesures".

A « La Tribune », les journalistes votent en faveur d'une reprise de la grève

Le groupe CMA Media entend réunir les rédactions numériques de *La Tribune* et de BFM Business pour créer un pôle d'information économique commun.. Un plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) prévoit le licenciement de 56 journalistes (incluant CDI, correspondants et pigistes réguliers) et le reclassement de 32 postes au sein d'un pôle commun. Le pôle économique commun est « un choix de non-développement, au détriment du pluralisme de l'information économique en France et d'un titre de 41 ans d'existence », jugent les journalistes. D'après eux, « à court ou moyen terme, une absorption pure et simple des survivants par BFM Business paraît inévitable ». Les journalistes demandent la préservation de plus de postes et la présentation d'« un projet éditorial clair ». CMA Media est la branche de l'armateur dirigée par le milliardaire Rodolphe Saadé.

Remorquage, la CGT dépose un préavis de grève le 5 mai

Les fédérations CGT marins et officiers ont déposé un préavis de grève de 24 heures pour le 5 mai dans le secteur du remorquage. Elles attendent du gouvernement des engagements écrits afin de défendre le pavillon français alors que la Commission européenne a engagé une procédure d'infraction contre la France, l'Italie et l'Espagne.

Salariés en grève et sites Leadec bloqués

Les salariés de Leadec, prestataire en charge de la manutention des emballages pour Scania à Angers et Saint-Barthélemy-d'Anjou (Maine-et-Loire), sont en grève. En cause, d'abord, les salaires, évoqués lors des négociations annuelles obligatoires (NAO), Les salariés revendiquaient une augmentation des salaires générale de 3,5 %, individuelle de 1 %, une indemnité repas de 7,40 €, une prime équipe de 150 € et la mise en place d'un accord d'intéressement. Mais aussi le manque d'effectifs depuis plus d'un an, les conditions de travail sont dégradées, la sécurité pas respectée. Non respect du droit du travail et ceux des syndiqués.

Les Commingeois inquiets pour l'avenir de Fibre Excellence à Saint-Gaudens

Environ 300 personnes se sont rassemblées à Saint-Gaudens (Haute-Garonne), devant l'usine de pâte à papier Fibre Excellence. L'entreprise est toujours en grande difficulté financière et sous la menace d'une fermeture. Les salariés demandent une action rapide du gouvernement, avec une hausse du prix de revente de l'électricité et pourquoi pas une nationalisation partielle. Fibre Excellence risque un placement en redressement judiciaire. Des propositions ont présentées au Premier ministre : mise en œuvre d'un plan financier et d'investissement de l'État et de l'actionnaire, instauration d'une nouvelle gouvernance, la Région Occitanie s'engage à prendre sa part. Mais actuellement, le gouvernement ne montre aucun signe d'avancée concrète face à ces propositions.

Lidl France annonce vouloir supprimer jusqu'à 550 postes.

Le discounter d'origine allemande, employant 46 000 salariés en France, entend « renforcer » sa « compétitivité ». Lidl France prévoit de supprimer jusqu'à 550 postes, soit 1,2 % de ses effectifs, Le projet passerait par une rupture conventionnelle collective. L'entreprise entend aussi « maîtriser » ses « coûts de fonctionnement », elle ne chiffre pas les économies attendues ! Sixième distributeur du pays avec 7,8 % de part de marché, visant 2 000 magasins en France en 2035 (contre 1 622 actuellement) et 10 % de part de marché en 2030.

Lidl France c'est un chiffre d'affaires de près de 16 milliards d'euros !

Groupe SEB : position des UD CGT en Rhône Alpes

« SEB a payé les actionnaires 2,86 euros par action en 2026. Sans compter les aides publiques perçues chaque année sous forme de crédit d'impôt recherche et autres. Ce ne sont pas aux salariés de payer la facture, alors même que la majorité du personnel n'a eu aucune augmentation de salaire cette année ».

Le groupe lyonnais SEB, leader mondial du petit électroménager a annoncé son plan d'économies: 2.100 suppressions de postes dont 500 en France via un plan de « départs volontaires ». Après des résultats en demi-teinte avec des ventes stabilisées autour de 8,2 milliards d'euros mais un résultat opérationnel d'activité en chute libre de 24% (601 millions d'euros en 2025), nécessitant, selon la direction, « un plan d'action pour rétablir un niveau de rentabilité satisfaisant et donc assurer la pérennité du groupe ». Certains sites ont été fragilisés, notamment en Mayenne, du fait de la délocalisation d'une partie de plus en plus grande des produits,. Une dizaine de sites Seb en Asie, produisent plus de la moitié des matériels électroménagers vendus par le groupe lyonnais.

Polytechnyl à Valence : "on se sent en colère", les salariés risquent de perdre leur travail

Les salariés de Polytechnyl à Valence se sont rassemblés vendredi devant leur usine. La veille, le tribunal de commerce de Lyon examinait la situation de l'entreprise en redressement judiciaire depuis janvier. Il a décidé de repousser la décision d'une éventuelle fermeture du site valentinois. Ils sont 88 à travailler dans cette usine. Un sursis a été accordé par le tribunal de commerce de Lyon. *"Ce site de Valence, on ne veut pas qu'il ferme, c'est un site qui est en pleine forme, en pleine santé s'émeut l'élu CGT.* Deux offres de reprises sont sur la table: celle de l'américain Lone Star ne souhaitant pas garder que le site de Lyon et celle de la société chinoise Shenma qui à l'inverse préserverait la production valentinoise.

Dossier Economique

54^e congrès de la CGT Adresse du Parti Révolutionnaire Communistes aux militants syndicaux de la CGT

Dans une lettre ⁴ aux militants syndicaux de la CGT, le Parti Révolutionnaire Communistes s'adresse à eux pour donner son point de vue sur la préparation du 54^e congrès.

****Ce que le préambule du document d'orientation du 54^eme congrès nous dit de la CGT***

<https://www.sitecommunistes.org/index.php/france/syndicats/3869-ce-que-le-preambule-du-document-dorientation-du-54eme-congres-nous-dit-de-la-cgt>

****La CGT bien loin de l'internationalisme prolétarien!***

<https://www.sitecommunistes.org/index.php/france/syndicats/3874-la-cgt-bien-loin-de-linternationalisme-proletarien>

****Congrès de la CGT : enterrement de la sécurité sociale?***

<https://www.sitecommunistes.org/index.php/france/syndicats/3885-congres-de-la-cgt-enterrement-de-la-securite-sociale>

****Le renforcement de la CGT : pour quelle raison et dans quel but ?***

<https://www.sitecommunistes.org/index.php/france/syndicats/3893-le-renforcement-de-la-cgt-pour-quelle-raison-et-dans-quel-but>

****La CGT et la stratégie des luttes : défense de l'orientation mortifère et attaques contre la grève***

<https://www.sitecommunistes.org/index.php/france/syndicats/3901-la-cgt-et-la-strategie-des-luttes-defense-de-lorientation-mortifere-et-attaques-contre-la- greve>

La fédération nationale des industries chimiques CGT décortique les bénéfices de Totalenergies :

« En pleine crise mondiale liée à l'impérialisme débridé américain, les groupes pétroliers se frottent les mains. Les résultats vont être gigantesques en 2026, encore plus que par le passé. Parmi les 35 plus grandes compagnies capitalistes mondiales, on trouve 5 pétroliers, dont TotalEnergies » écrit la CGT

Raisonnons sur un prix du baril de brut à 60 \$ (prix fin 2025) :

➔ Le coût de production d'un baril de pétrole brut est d'environ 25 dollars (c'est le point mort qu'utilise toutes les compagnies pétrolières, c'est à dire le prix de vente minimum permettant de couvrir l'investissement.

➔ La production journalière nette de TotalEnergies est de 1,4 million de barils par jour (EXXON produit 4 fois plus, BP et Shell 3 fois plus).

Les marges correspondent à l'argent gagné après investissement, amortissement, coûts de production, de raffinage, de transport et paiement de tout : salaires, impôts et taxes.

* Marge exploration production : 35 \$ par baril.

* Revenus journaliers concernant TotalEnergies : 1 400 000 barils X 35 \$ = 49 millions de dollars par jour de production de brut.

➔ A cela il faut rajouter les produits finis :

* Marge de raffinage : 5 centimes par litre soit 8 \$ par baril. –

* Marge distribution : 20 centimes par litre soit 32 \$ par baril.

Le revenu journalier pour les produits finis est donc de l'ordre de 60 millions de dollars.

Le revenu sur 1 an est donc d'environ 40 milliards de dollars. C'est le profit. C'est l'excédent brut.

Les chiffres officiels sur ces 5 dernières années (2021-2025) annoncent un excédent brut cumulé de plus de 210 milliards d'euros !

Source : <https://fnic-cgt.com/category/publications/tracts-circulaires/>

UD 86 : Mépris de la ministre de la Santé s'attaquant à la santé des travailleurs et des travailleuses

« Le Gouvernement a dévoilé ses premières mesures concernant les arrêts maladie. La campagne menée est agressive, culpabilisante et travestit largement la réalité. Encore une fois, plutôt que de s'attaquer à la racine du mal, le gouvernement préfère taper sur les travailleuses et travailleurs. La France est le pays d'Europe où l'on meurt le plus au travail. Coïncidence? L'accès au soin s'est considérablement dégradé pour une large partie de la population et les salaires sont insuffisants. Résultat: les travailleur.euse.s ne se soignent plus correctement et

continuent à travailler jusqu'à ce que leur état de santé oblige leur médecin traitant à les placer en arrêt maladie pour des périodes plus longues.

Les conditions de travail se détériorent et la charge de travail augmente depuis des années, ce qui nuit inéluctablement à la santé des travailleurs. Les logiques de management pathogène aggravent le phénomène et les risques psycho-sociaux, bien qu'en explosion, sont niés et invisibilisés par les directions publiques comme privées. Dans ses premières mesures annoncées, le gouvernement entend mettre en place un double contrôle, spécifiquement pour les diagnostics initiaux de Troubles Musculosquelettiques (TMS) et les troubles Anxio-Dépressifs ! Deux des motifs principaux de déclarations d'accidents de services et de maladies professionnelles. Ce choix n'est pas anodin : culpabiliser les travailleuses et travailleurs et veut dédouaner les employeurs publics comme privés de la faute inexcusable. L'absence d'une médecine préventive et de véritables services de médecine au travail ne permettent plus d'avoir un accompagnement et une prévention. Chacun sait que les principaux responsables de la destruction de la Sécurité Sociale et du démantèlement du Service Public de Santé, ce sont les plans d'austérité et d'économies imposés par les gouvernements successifs qui favorisent une économie de guerre. Le gouvernement actuel continue de taper sur les travailleurs et travailleuses : après les jours de carence, la baisse de la rémunération de 10 % des arrêts maladies des fonctionnaires, la suppression des autorisations d'absences chez les fonctionnaires, la hausse et la facilitation des contrôles médicaux, ces premières annonces en appellent d'autres s'il n'y a aucune réaction en face ».

Bruit, polluants : les travailleurs du BTP bien plus exposés à des risques

Bruit, polluants : les travailleurs du bâtiment et des travaux publics sont trois à dix fois plus nombreux que les autres à être exposés à ces risques pour leur santé et nécessitent une surveillance renforcée, selon une étude de Santé publique France (SpF) publiée le 7 avril. L'exposition à différentes nuisances des travailleurs du secteur du bâtiment et des travaux publics employant quelque 1,5 million de personnes, a concentré à lui seul, entre 2019 et 2022, environ 15% des accidents avec arrêt de travail et 20% des décès lors d'accidents du travail.

L'étude inclut également les non-salariés (artisans, micro-entrepreneurs), représentant 23% des personnes en emploi dans le BTP contre 9% de la main-d'œuvre des autres secteurs non agricoles, et les intérimaires.

Le bruit : première source de nuisance concernant les travailleurs du BTP

Il apparaît que ces travailleurs, dont la moitié a entre 40 et 59 ans, sont plus exposés au bruit (62,1%), aux poussières de silice (39%), aux laines minérales (30%), aux carburants et solvants pétroliers (près de 13%), aux poussières de bois (8%) et risque de cancer du nasopharynx et de leucémie avec le formaldéhyde (1,1%) que ceux des autres secteurs : "*risque d'accidents et de maladies professionnelles est élevé*", les expositions au bruit et aux poussières de silice notamment "*restent particulièrement préoccupantes*", alerte Santé publique France.

Les travailleurs du BTP, à près de 90% des hommes, constituent donc "*une population particulièrement à surveiller, compte tenu de la variété des risques professionnels rencontrés dans ce secteur et pour laquelle la prévention est primordiale*", selon SpF. Cette étude doit permettre d'orienter la recherche, notamment sur les intérimaires du BTP, "*peu étudiés malgré leur nombre : ils sont 79.000*", pointe l'agence sanitaire.

Des contrôles nécessaires pour les artisans et les ouvriers

Santé publique France appelle à cibler les actions de santé au travail sur les catégories socioprofessionnelles les plus exposées, artisans, ouvriers qualifiés et non qualifiés, dans un secteur du BTP où la réduction des expositions est "*un enjeu majeur de santé publique*". **En 2023, 76.800 accidents du travail, 149 décès et plus de 6.900 maladies professionnelles reconnues y ont été recensés.**

Le Havre Société Towt, en liquidation judiciaire

La société Towt, en liquidation judiciaire, attend un repreneur d'ici le 14 avril, pionnière du transport de marchandises à la voile, placée en liquidation judiciaire. Towt exploite deux voiliers-cargos entre Le Havre-Fécamp et l'Amérique, où ils vont charger entre autres du café. Les voiliers géants de Towt sont d'ailleurs parmi les plus grands cargos au monde propulsés principalement à l'énergie éolienne. La société Towt réduit ainsi de deux tiers les émissions de CO2 du transport maritime. Une nouvelle ligne a été ouverte vers le Brésil et six voiliers sont en construction en Asie. Marché américain à risque depuis l'élection de Donald Trump, beaucoup trop de charges et un manque de volonté politique en France : voilà ce qui a eu raison de la société Towt d'après son fondateur. Les salariés restent inquiets à la sortie du tribunal.

L'Assemblée nationale n'a toujours pas examiné le projet de loi pour le transport éolien: "*Si la loi vélique avait été votée dans un déroulé législatif à peu près normal, on aurait probablement doublé notre chiffre d'affaires, l'entreprise serait encore debout et je la dirigerai probablement encore*", poursuit le fondateur. Le transport de marchandises décarbonées à la voile est un modèle encore fragile mais très prometteur.

Renault annonce des suppressions de poste dans l'ingénierie

Renault annonce la suppression de 2400 postes d'ingénieurs dans le monde (sur 10 000 à 12 000 postes) pour rester compétitif ! Le modèle chinois fait un nouvel émule : les équipes de Renault se sont rendues en Chine pour concevoir le nouveau modèle Twingo en Chine dans un délai record.

Cette rapidité est liée à l'usage massif des outils informatiques.

La procédure de concertation pour mener cette réduction d'effectifs sera très allégée. En décembre 2024, Renault a en effet signé avec la CFE-CGC et la CFDT un nouveau « *contrat social 2025-2027* » pour la France, qui a mis en place une « *boîte à outils* » permettant au groupe de « s'adapter » plus facilement à « un monde qui bouge ».

Aucune catégorie de salariés n'est donc à l'abri des stratégies du Capital pour réduire les coûts et augmenter ses profits. Et de plus, il dispose de syndicats bienveillants qui comprennent ses problèmes...

La justice déboute la CGT contestant le plan social d'ArcelorMittal et ses 608 postes supprimés en France

La consultation du CSE central et des CSE d'établissements "a été régulièrement menée et les mesures mises en œuvre au titre de la prévention des risques psychosociaux étaient suffisantes", a déclaré le tribunal administratif de Montreuil dans un communiqué mis en ligne et relayé par l'Agence France Presse (AFP). Le tribunal a suivi les conclusions du rapporteur public en estimant que les CSE avaient "obtenu des renseignements leur permettant de rendre un avis en toute connaissance de cause sur le projet de réorganisation de l'entreprise".

Le numéro 1 européen de l'acier avait annoncé en avril 2025 la suppression de 608 postes en France. **Le plan social a été validé fin novembre 2025 par la signature de la CFDT et de la CFE-CGC, majoritaires, puis par l'Etat en décembre.**

La CGT, avait engagé cette requête en annulation, elle estimait que "des irrégularités" ont été commises dans le processus d'information-consultation du CSE, notamment concernant "l'évaluation des risques" entraînés par le plan, et "l'évaluation de la charge de travail des salariés qui restent, pour qui le travail va être un enfer".

Selon l'AFP, les avocats d'ArcelorMittal ont estimé que les "difficultés économiques" auxquelles devait faire face le groupe sidérurgique avaient bien été communiquées au CSE.

La CGT craint qu'un autre plan, annoncé par la direction européenne du groupe, en rajoute encore à la liste des suppressions d'emplois : 5600 postes sur le continent, dont 1670 en France.

Bretagne à Caudan PROMESSES NON TENUES

Le groupe Europlasma annonce ouvrir des négociations exclusives afin de céder ses activités de défense. C'est un nouveau rebondissement pour les salariés de la **fonderie de Bretagne** à Caudan. Tout juste un an après la reprise du site menacé de fermeture par le groupe français Europlasma, ce dernier annonce ce vendredi 10 avril 2026 dans un communiqué "ouvrir des négociations exclusives avec un investisseur français" pour **céder ses activités de défense**, dont fait partie le site morbihannais. Promesses de production et d'investissements non tenues : au sein de la fonderie, alors que la production est toujours à l'arrêt, on dit être "tombé de la chaise" en apprenant l'information par la presse. Les syndicats évoquent des impayés aux fournisseurs de la fonderie de Bretagne, "de l'ordre de 700 000 euros". Des représentants syndicaux iront devant la commission d'enquête parlementaire.

8 avril 1946 : Nationalisation de l'électricité et du gaz

Le 8 avril 1946, l'Assemblée nationale adopte la loi de nationalisation de l'électricité et du gaz, donnant naissance à EDF et GDF. Cette décision majeure s'inscrit dans le prolongement du programme du Conseil national de la Résistance (CNR) et de la volonté de reconstruire le pays sur des bases nouvelles.

Portée notamment par le ministre communiste Marcel Paul, ancien résistant et déporté, cette nationalisation met fin à la dispersion et à l'inefficacité des nombreuses compagnies privées. Elle permet de constituer un grand service public de l'énergie, unifié, accessible à tous et orienté vers l'intérêt général.

L'objectif est clair : garantir l'égalité d'accès à l'électricité et au gaz, soutenir la reconstruction industrielle et améliorer les conditions de vie des travailleurs. La gestion publique permet également de planifier les investissements et d'assurer des tarifs maîtrisés.

Cette loi constitue une avancée majeure du mouvement ouvrier et un exemple concret de mise en œuvre des orientations portées par les communistes à la Libération.

Secteur associatif, la grande saignée : 12 305 emplois disparus en un an :

Un immense plan de licenciement silencieux. Dont on n'entend pas parler, ou si peu. Selon des données de l'Observatoire national de l'économie sociale et solidaire (Oness) obtenues par *Mediapart*, le secteur associatif a perdu 12 305 emplois en un an, entre la fin 2024 et la fin 2025.

Le chiffre dévoilé s'explique par les baisses importantes de subventions touchant ce secteur au 1,8 million de salariés. Mettant les associations sous pression. Les travailleurs en première ligne : licenciements, postes non remplacés et conditions de travail se dégradant.

Fonction publique : les syndicats claquent la porte du premier groupe de travail sur les rémunérations

Inauguré par le ministre des Comptes publics David Amiel le 13 avril, le groupe de travail devant lancer le cycle de discussions sur les carrières et les rémunérations s'est achevé prématurément. L'ensemble des syndicats ont

quitté la réunion peu après la prise de parole du ministre. Cette réunion inaugurale était attendue de pied ferme par les syndicats, trois mois après l'annonce par le gouvernement du lancement d'un grand chantier de refonte.

Justice l'accès gratuit c'est fini : Un droit de timbre de 50 €

La loi de finances pour 2026 avec la complicité du Parti socialiste habitat à la gratuité du service public de la justice qui prévalait jusqu'alors a en effet instauré un droit de timbre de 50 € à chaque fois que le justifiable saisit le Conseil de prud'hommes pour les contentieux liés au travail et le tribunal judiciaire pour les contentieux civils il existe quelques exceptions notamment le juge des enfants, le juge des tutelles ou de surendettement. La nouvelle taxe doit servir à alimenter l'aide le financement de l'aide juridictionnelle, en 2011 un droit de table de 35 € avait été instauré puis supprimé. Cette contribution rapportait très peu elle était également un obstacle majeur à l'accès au juge lorsque les demandes portées sur de petites sommes. La justice est un service public et doit le rester.

Solidarité Internationaliste

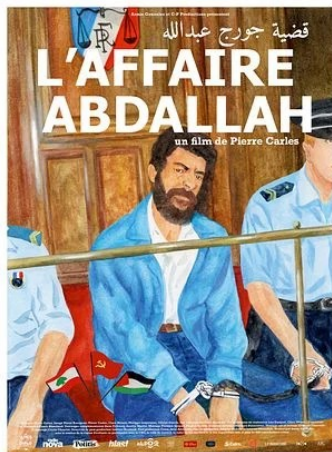
Ciné film et débat du 11 avril à l'initiative du parti: L'AFFAIRE ABDALLAH:

L'affaire Abdallah : séance du 11 avril 2026

Le samedi 11 avril 2026 s'est tenu, au cinéma Luminor à Paris, une séance de visionnage du film « *L'affaire Abdallah* » par le réalisateur Pierre Carles, suivie par un débat animé par Saïd Bouamama auteur du livre « *L'affaire Georges Ibrahim Abdallah* ».

La séance est organisée en partenariat avec le Parti Révolutionnaire Communistes et TSEDK! (Collectif juif se définissant comme antisioniste, antiraciste et décolonial). La séance a été un clair succès, en effet, selon le cinéma un total de 160 billets a été vendu pour une salle de 180 places.

La discussion ayant suivie la projection du film a soulevé des questions : des actions entreprises en France pour marquer un soutien au peuple palestinien et sa résistance, ainsi que celles des attaques israélo-américaines en Iran et au Liban dans leurs liens avec la Palestine et le combat contre l'impérialisme.



Georges Ibrahim Abdallah, le plus ancien prisonnier politique de France, incarcéré depuis 40 ans, demeure un symbole.

Il était soupçonné d'être derrière les attentats semant le chaos dans le Paris des années 1980 et ayant été condamné pour le meurtre de deux diplomates.

Le film revient aussi en détail et en profondeur sur les nombreux « points d'ombre » ou erreurs ayant émaillé l'enquête menant à la condamnation de celui qui fut le plus vieux prisonnier politique de France jusqu'à sa libération en 2025. Le film nous plonge dans l'univers de ce militant communiste, dans son iconographie, dans ses références, dans son engagement.

On découvre un pouvoir se choisissant un coupable idéal. La machine politique, juridique et médiatique se mettant, au service d'une raison d'état, ce documentaire met en évidence toute la machinerie d'un mensonge d'état de cette affaire. Ils vont se concentrer sur Georges Abdallah refusant de se repentir au tribunal. Il sera accusé d'être complice des explosions terrorisant Paris presque toutes les semaines. Le documentaire prouve que ce n'est pas le cas. Mais son nom était connu et il était la bête noire des ministres. Où se mêlent les services secrets, les dettes impayées par la France, la guerre entre l'Iran et l'Irak, le conflit entre Israël et le Liban, dont la résistance est liée à celle de la Palestine.

Le réalisateur décrit un mensonge d'état. Les médias en feront un terroriste, les journalistes confrontés aux titres outranciers qu'ils ont signés à cette époque, murmurent : « *on a quand même écrit beaucoup de bêtises...* ». Le reporter télé admet qu'il n'avait strictement aucun contact avec les enquêteurs exploitant l'image et la fascination. On voit les anciens responsables, des services secrets, admettre, eux aussi, leurs fautes. Les Américains voulant la tête d'Abdallah, même quand il est devenu libérable. Les gouvernements successifs

reconduiront sa peine sans jamais ciller. Le film montre également les luttes inlassables pour sa libération et la victoire. Il a réussi à sortir de prison et ses convictions politiques restées intactes. Le film nous fait découvrir un militant n'ayant rien perdu de sa combativité ni de sa vivacité d'esprit, malgré la souffrance qu'inflige toute incarcération.

Un documentaire à voir absolument.

TotalEnergie : Un pari gagnant de plus d'un milliard de dollars sur le pétrole

Guerre en Iran : comment TotalEnergies aurait gagné plus d'un milliard de dollars en pariant sur le pétrole du golfe d'Oman. La major française aurait acheté, pile au bon moment, l'équivalent du chargement de 70 tankers chargés de pétrole produit par les Emirats arabes unis et Oman, d'après le « Financial Times ». *C'est potentiellement la plus grosse prise de position de l'histoire des marchés pétroliers*. Les experts du secteur pétrolier, cités par le « Financial Times », n'en reviennent pas. Durant le mois de mars, la major française aurait acheté tous les chargements disponibles de pétrole brut qui serait produit en mai par les Emirats arabes unis et Oman. Une production parviant à éviter la fermeture du détroit d'Ormuz, puisque ces pays disposent de terminaux sur le golfe d'Oman, en dehors du détroit. De quoi remplir 70 tankers, le double de ce que le groupe avait acheté sur les marchés en février.

Banques centrales

Les banques centrales du monde entier se délestent de leurs obligations américaines. Depuis le début du conflit dans le Golfe, les grands instituts monétaires étrangers, notamment dans les économies émergentes, ont vendu massivement leurs obligations souveraines américaines. De quoi préoccuper Washington. C'est un montant impressionnant. En un mois, les grandes banques centrales ont vendu pour 82 milliards de dollars de Treasuries, les obligations souveraines américaines. Certes, elles conservent encore 2.700 milliards de dollars de dette d'Etat américaine auprès de la Fed de New York, selon les chiffres de la Réserve fédérale américaine cités par le « Financial Times ».

Cuba : Miguel Díaz-Canel expose aux membres du Congrès étatsunien les dommages du blocus à Cuba

Miguel Díaz-Canel, Premier secrétaire du Comité central du Parti communiste de Cuba (PCC) et président de la République, a dénoncé les dommages causés par le blocus imposé à Cuba par le gouvernement des États-Unis devant les membres du Congrès étatsunien, Pramila Jayapal et Jonathan Jackson, de visite dans la nation antillaise. Selon CUBA SI FRANCE l'association de solidarité avec Cuba. Le chef de l'État a informé sur le réseau social X à propos de l'échange, où il a notamment abordé « les conséquences du blocus énergétique décrété par l'actuel gouvernement des États-Unis et ses menaces d'actions encore plus agressives ».

Le président a réitéré la volonté du gouvernement cubain de maintenir un dialogue bilatéral sérieux et responsable, et de trouver des solutions aux différences existantes.

Dans une déclaration publiée ce dimanche, avec les impressions de leur visite à Cuba, Pramila Jayapal et Jonathan Jackson affirment que le blocus pétrolier sur Cuba est un châtiment collectif cruel, un bombardement économique de l'infrastructure du pays, ayant produit des dommages permanents.

« Nous avons entendu un large éventail de voix : des familles, des chefs religieux, des hommes d'affaires, des organisations de la société civile, le gouvernement cubain, les ambassadeurs latino-américains et africains, des organisations humanitaires et des Cubains de tous bords politiques, y compris des dissidents.

Dans tous les secteurs, il y a accord : ce blocus illégal doit cesser immédiatement », assurent les congressistes. Le texte ajoute : « Nous ne pensons pas que la plupart des Étatsuniens souhaitent que ce genre de cruauté et d'inhumanité se poursuive en notre nom ».

Dans sa déclaration, la délégation étatsunienne conclut que les deux pays doivent immédiatement entamer de véritables négociations, qui apporteraient également d'énormes avantages au peuple étatsunien, découlant d'une collaboration réelle entre les deux parties. (Source : ACN)

Le Parti communiste Libanais: Beyrouth, le 12 avril 2026 « Pas de paix avec une entité d'apartheid »



Face à l'agression sioniste persistante contre le Liban, des réunions préliminaires se tiendront mardi 14 avril 2026 au Département d'État à Washington, en présence de représentants libanais et israéliens, sous l'égide américaine. Dans ce contexte, le Parti communiste libanais affirme:

1. Un cessez-le-feu est impératif et toute négociation politique directe avec « Israël » est catégoriquement rejetée. Le Liban n'a aucun intérêt à entamer de telles négociations tant qu'il est impuissant ou soumis aux conditions sionistes et aux pressions américaines, lesquelles refusent le retrait incondtionnel des forces d'occupation israéliennes à la ligne d'armistice de 1949 et le retour de nos populations déplacées dans leurs villages, villes et foyers.

2. Le Liban doit refuser d'entamer des négociations aux conditions israéliennes maintes fois annoncées par l'ennemi, à savoir la conclusion d'un accord de paix avec le Liban et le désarmement de la résistance, et mettre en garde contre les conséquences d'un tel accord, car l'ennemi sioniste ne reconnaît ni n'applique les accords et résolutions internationaux.

3. Nous rejetons tout parrainage américain des négociations, quelles qu'en soient la forme ou le lieu, car les États-Unis sont complices de l'agression contre le Liban et la région et alliés de l'agresseur. Par conséquent, toute négociation de sécurité doit se dérouler exclusivement sous l'égide internationale et dans un pays neutre et ami du Liban.

4. Tous les Libanais n'ont d'autre choix que de défendre pleinement leurs droits nationaux, au premier rang desquels figure leur droit légitime de résister à l'occupation par tous les moyens disponibles, droit inscrit dans le droit international et les conventions internationales. Dans ce contexte, nous réitérons notre soutien à l'initiative du député Osama Saad, qui a proposé un projet de loi interdisant toute transaction avec l'ennemi israélien, et nous demandons la tenue d'une session parlementaire urgente pour son adoption.

5. Il ne saurait y avoir de paix avec l'entité d'apartheid qui, par le biais de son gouvernement d'extrême droite fasciste, a perpétré un génocide contre le peuple palestinien à Gaza et qui l'étend désormais à notre peuple libanais. Elle a occupé et détruit des villages libanais, tué des civils – hommes, femmes et enfants – et déplacé plus d'un million de Libanais de leurs terres et de leurs foyers. Ses avions continuent de lancer des attaques quotidiennes avec une trahison et une lâcheté sans précédent contre le Liban, sa capitale Beyrouth et sa banlieue sud, comme ce fut le cas lors du Mercredi noir. Il a froidement assassiné des membres des forces de sécurité de l'État à Nabatieh après l'annonce du début des négociations. Il rejette le droit du peuple palestinien à l'autodétermination afin de l'empêcher de réaliser ses aspirations et d'obtenir ses droits légitimes. Il tente d'annexer Jérusalem et la Cisjordanie et a promulgué la loi d'apartheid pour exécuter les résistants palestiniens. Il laisse libre cours à la colonisation et permet aux colons de commettre des crimes contre le peuple palestinien. Il occupe, attaque et étend son occupation des territoires syriens. Il cherche à contrôler le Moyen-Orient et à instaurer un impérialisme régional, contraire aux intérêts des peuples de la région et des États arabes, par la guerre, la destruction et les assassinats.

6. La nécessité de privilégier l'unité nationale, de prévenir les dissensions et de rejeter les discours sectaires, incendiaires et accusateurs.

Cet engagement doit être pris par toutes les parties prenantes, que ce soit dans la rue, dans les médias ou sur les réseaux sociaux. Dans ce contexte, il est essentiel de travailler à un consensus national sur toute mesure ayant des implications nationales, de respecter la mise en œuvre des clauses de réforme de l'Accord de Taëf, de s'unir contre l'agression et l'occupation israéliennes, et d'affirmer l'unité et l'intégrité du territoire libanais, la reconstruction, le droit au retour et le droit du peuple libanais à vivre en démocratie, en paix, en sécurité, dans la stabilité politique et la prospérité économique, au sein d'un État laïque et démocratique qui résiste à l'occupation et protège sa souveraineté.

7. Nous œuvrons à mobiliser un soutien politique en faveur du Liban afin de mettre un terme à l'agression israélienne et d'obtenir le retrait des forces israéliennes. Pour ce faire, nous menons une campagne politique intensive auprès de tous les peuples épris de liberté à travers le monde, notamment les forces et partis communistes, de gauche, progressistes et démocratiques, ainsi qu'auprès de toutes les institutions, instances et assemblées, et des États arabes, européens, asiatiques et africains, en particulier ceux qui sont amis du Liban et qui exercent une influence significative sur les événements actuels. Ces pays ont maintes fois affirmé leur soutien au Liban et à son intégrité territoriale et ont condamné l'agression israélienne à son encontre. Nous leur exprimons notre gratitude et notre reconnaissance pour l'aide humanitaire et solidaire qu'ils ont apportée et continuent d'apporter, ainsi que pour leurs efforts constants, leurs contacts et leur soutien politique au Liban lors des réunions et négociations en cours.

Le Parti communiste libanais estime que le Liban se trouve aujourd'hui à un tournant historique décisif qui déterminera l'orientation de son développement constitutionnel, politique, économique et social, ainsi que ses relations internationales et arabes dans un avenir proche. Le moment est venu pour chacun d'assumer ses responsabilités nationales, afin que ce chemin devienne un chemin d'unité, de construction, de libération, de

démocratie véritable et de progrès économique, jetant ainsi les bases du Liban de demain et un rempart contre l'expansion israélienne et son régime raciste et fasciste.

Le Bureau politique du Parti communiste libanais

Elections Hongrie : Viktor Orbán ou Péter Magyar deux nuances de l'extrême droite,

Victor Orbán a perdu les élections face à l'opposant conservateur à Péter Magyar celui-ci promet d'être plus aligné sur l'UE. Une chose est sûre, il sera un ennemi des travailleurs, des minorités et de la jeunesse. Pendant seize ans, le Premier ministre Orbán a construit une politique xénophobe et raciste contre les étrangers et les minorités nationales (spécialement les Roms), répression systématique des opposants de gauche et attaques contre les droits syndicaux, une politique économique totalement favorable aux capitalistes nationaux mais également aux capitaux impérialistes. Orbán a multiplié les partenariats économiques avec des acteurs internationaux comme la Russie et la Chine, mais aussi avec les États-Unis. S'appuyant tantôt sur les uns, tantôt sur les autres, l'élection avait pris un caractère international: Trump a tout fait afin d'aider son allié hongrois, allant jusqu'à dépêcher son vice-président, la semaine dernière, à Budapest, soutien du RN français, Meloni en Italie, Geert Wilders aux Pays-Bas, Milei en Argentine... La Hongrie était le seul pays européen où le Premier ministre israélien pouvait se rendre sans risque de se faire arrêter, Orbán défendant ouvertement le génocide à Gaza. Un modèle par toute une série d'organisations d'extrême droite en Europe et à travers le monde. Poutine perd aussi un partenaire au sein de l'UE, même si, Orbán a largement permis à l'UE de sanctionner la Russie. Péter Magyar a déjà expliqué qu'il n'a aucunement l'intention de se passer du gaz russe. Le Parlement sera partagé entre une majorité fidèle à Magyar, une minorité du Fidesz d'Orbán et une poignée de parlementaires néo-fascistes. Les travailleurs, la jeunesse n'ont rien à célébrer du remplacement d'un ultra-réactionnaire par un autre !

Brochure :

" Réindustrialisation : un combat de classe vital pour le changement de société "

Bon de commande à retourner à :

Parti Révolutionnaire Communistes 27 boulevard Saint Martin 75003 Paris

Nom :

Prénom :

Adresse :

Nombre de brochures :

Facultatif : adresse mél

AIDEZ NOUS, SOUSCRIPTION NATIONALE

Nous ne disposons d'aucun financement officiel, ni d'aucune autre ressource que celle que nous procurent les dons de nos adhérents, de nos sympathisants, de nos amis.

Nous savons que nous pouvons compter sur vous.

[© Copyright](#)